

Face à la géants de la tech : les Etats mobilisent leur pouvoir

BAROMÈTRE

Quelles sont les questions au cœur de l'agenda ? Les politiques de contenus, l'économie numérique et la cyber sécurité sont en tête de liste (encore une fois).

[Pages 4 et 5](#)

PASSEPORTS D'IMMUNITÉ

Les efforts visant à mettre au point des passeports de santé numériques s'accélèrent dans l'espoir qu'ils aideront les pays à rouvrir leurs frontières.

[Pages 6 et 7](#)

POLITIQUE ÉTRANGÈRE NUMÉRIQUE

Les politiques étrangères numériques devraient prendre de l'importance cette année, les pays (re)définissant et affinant leur approche.

[Pages 8 et 9](#)

TRIBUNAUX : LES TRAVAILLEURS DE LA GIG ECONOMY

Dans ce premier article de notre nouvelle section juridique, nous examinons un jugement rendu par un tribunal britannique, qui a confirmé que les chauffeurs sont des travailleurs et qu'ils jouissent de droits légaux.

[Page 10](#)

Les grandes tendances des politiques numériques en février

Chaque mois, nous analysons des centaines de développements en cours afin d'identifier les tendances clés des politiques numériques et les questions sous-jacentes. Voici ce qu'il s'est passé en février.

Repenser l'économie des médias, un pays à la fois

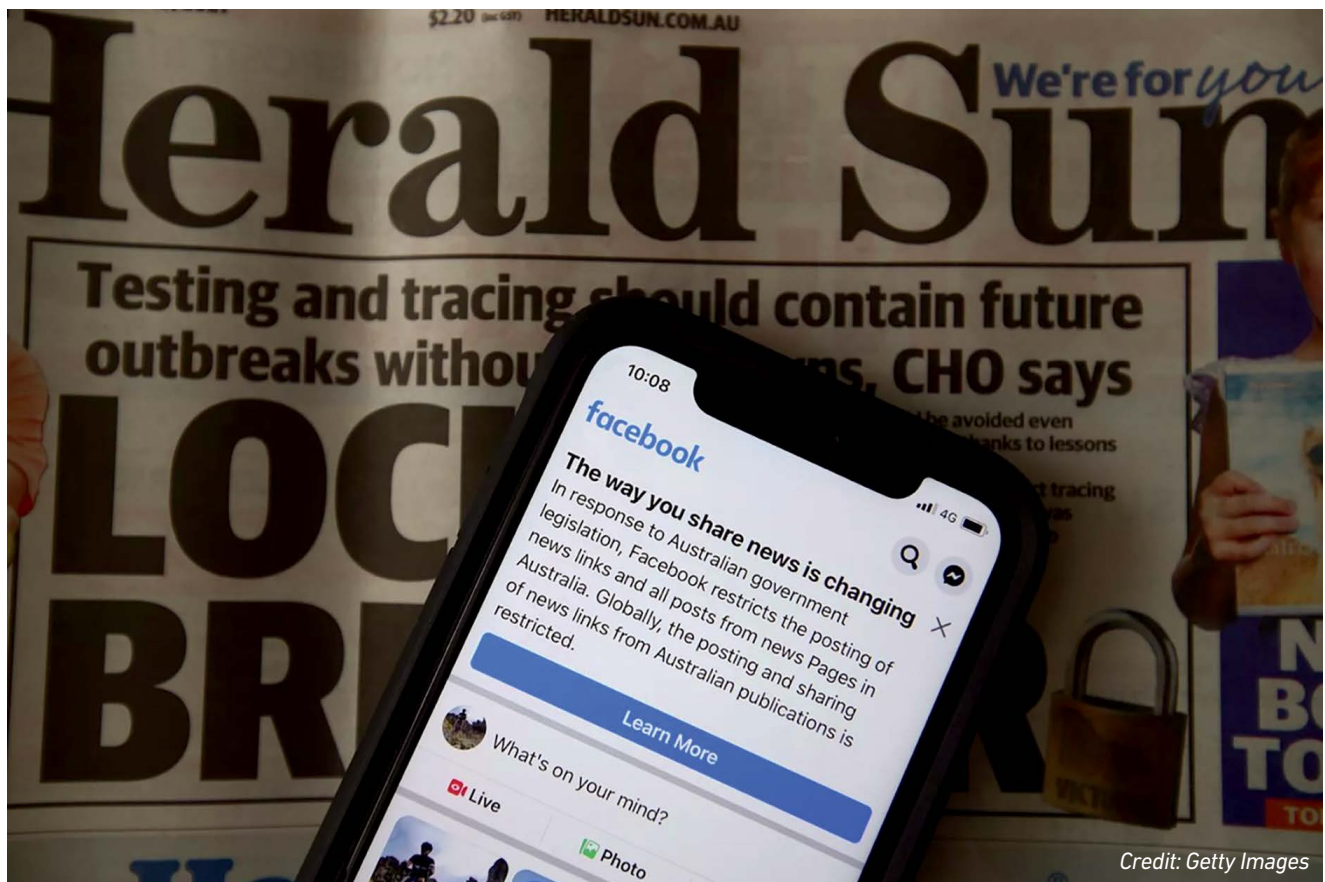
Suite à l'entrée en vigueur du *media bargaining code* en Australie, d'autres pays semblent s'être inspirés de cette initiative. Ce n'est pas tant la levée de l'interdiction de service de Facebook qui a incité les Etats à débattre de l'introduction d'une nouvelle législation visant à obliger les plateformes à payer pour les contenus d'information. C'est plutôt la menace de Facebook (et de Google) de boycotter des pays entiers qui a conduit certains comme le Canada à réagir.

« Je dois condamner ce que Facebook fait », a déclaré le ministre canadien du Patrimoine Steven Guilbeault lors d'une conférence de presse en ligne. « Ce que Facebook fait en Australie est hautement irresponsable et compromet la sécurité de nombreux Australiens... Je pense que bientôt, 5, 10, 15 pays adopteront des règles similaires ». Parmi les pays qui envisagent d'adopter des règles similaires figurent la Finlande, la France et l'Allemagne, M.

Guilbeault ayant déjà rencontré des représentants de chacun de ces pays.

En attendant, l'UE va profiter de la dynamique créée par la loi sur les services numériques (*Digital Services Act*) et la directive sur les droits d'auteur pour définir les obligations des entreprises technologiques en matière d'information. Les États-Unis vont également faire avancer la mise en place d'une nouvelle législation. Le membre du Congrès Ken Buck, un républicain siégeant au comité antitrust de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, a déclaré qu'un groupe bipartisan prévoit de présenter un projet de loi dans les semaines à venir afin de faciliter les négociations des petites entreprises de presse avec les grandes plateformes technologiques.

La principale raison pour laquelle l'Australie a introduit une loi était de remédier à l'inégalité du pouvoir de négociation entre les médias et les plateformes telles que Google et Facebook. De leur côté, les entreprises ont fait



valoir qu'elles génèrent déjà des milliards de références gratuites aux éditeurs sur leurs plateformes.

Cependant, avec l'entrée en vigueur du *media bargaining code* en Australie, l'argument des entreprises est désormais sans objet. Le gouvernement australien a montré qu'il est capable d'exercer son pouvoir normatif malgré les menaces des plateformes de bloquer leurs services dans le pays. Si les gouvernements découvrent qu'ils peuvent effectivement forcer la main aux entreprises sur les questions relatives aux médias, ils seront encouragés à le faire dans d'autres domaines.

Les travailleurs de la *Gig economy* : Indispensables mais non protégés ?

« Lorsque la pandémie a frappé les pays européens en mars 2020, les conducteurs étaient là pour aider à transporter en toute sécurité des dizaines de milliers de travailleurs de la santé pendant que les services de transport public étaient réduits ou suspendus. Alors que les entreprises étaient contraintes de fermer leurs portes et que des millions de personnes demandaient à rester chez elles, les coursiers ont fourni un service de livraison essentiel et une bouée de sauvetage pour les restaurants locaux. »

Cette citation est tirée du dernier livre blanc d'Uber, *A Better Deal*, qui décrit la politique de l'entreprise sur le statut indépendant des chauffeurs et des coursiers travaillant dans la *gig economy*. Uber affirme que « nous devons faire beaucoup plus pour garantir que les travailleurs indépendants aient accès aux avantages et aux protections lorsqu'ils en ont le plus besoin ». La question est de savoir ce que signifie « beaucoup plus ».

Pour Uber, cela signifie : (a) conserver leur statut d'entrepreneurs indépendants, comme condition préalable pour pouvoir travailler de manière flexible et (b) les aider à payer des cotisations à système de sécurité sociale ou à un fonds, qu'ils peuvent consacrer aux prestations ou aux protections qu'ils souhaitent.

Les entrepreneurs ont toutefois un point de vue différent, qui a été confirmé par les tribunaux dans certains cas. La Cour suprême britannique est l'une d'entre elles (tout comme la Cour suprême espagnole en septembre). Dans son jugement du 19 février, la cour a déclaré que les chauffeurs sont des travailleurs et qu'ils ont droit à un salaire minimum et à des congés annuels. *Pour en savoir plus, voir page 10.*

L'UE cherche également à améliorer le statut des travailleurs de la *gig economy* (conformément aux priorités 2019–2024 de la présidente de la Commission européenne), et vient de lancer une nouvelle consultation publique.

Il aurait été beaucoup plus simple si toutes ces décisions juridiques et ces nouvelles lois allaient dans le même sens. En effet, un patchwork toujours plus grand de réglementations et de politiques continue d'émerger. En particulier, les électeurs californiens ont dit oui à la Proposition 22, qui a permis aux entreprises de la *gig economy* de continuer à traiter les travailleurs comme des entrepreneurs indépendants.

Bien que le résultat de la Proposition 22 et les énormes sommes d'argent dépensées par Uber et Lyft (et d'autres) dans des campagnes de lobbying puissent être liés, cela ne semble pas le cas dans d'autres contextes. Le rôle des travailleurs de la *gig economy* dans l'économie est un problème depuis plusieurs années ; mais le COVID-19 a mis en lumière que ce groupe de travailleurs est devenu indispensable à la société.

L'essor de la monnaie numérique

L'utilisation d'argent liquide est en déclin depuis des années. Le commerce électronique et les applications mobiles ont fait des transactions numériques un moyen de paiement privilégié pour les biens et les services.

Le déclin de l'argent liquide est l'une des raisons pour lesquelles la question de la monnaie numérique des banques centrales (*Central Bank Digital Currency*, CBDC) est à l'agenda de tant de gouvernements. La Chine se rapproche de la mise en œuvre d'une telle monnaie avec la phase finale de son projet de yuan numérique.

Les entreprises privées s'impliquent également sur cette question. En février, la Chine a annoncé que les géants technologiques Tencent et Ant Group sont entrés dans la phase finale des tests. Le FMI a déclaré que les partenariats avec le secteur privé pourraient être la clé de la survie des CBDC.

Des efforts sont également déployés par le G20, qui a organisé une commission spécialisée pour déterminer ce que seront les règles relatives aux monnaies numériques. Bien qu'il ne soit pas certain que la Chine annoncera sa CBDC avant qu'un accord mondial ne soit conclu, les progrès du pays la placeront à la pointe du développement d'autres CBDC.

Sur le front des crypto-monnaies, PayPal a donné le feu vert à l'utilisation de ces monnaies sur sa plateforme. Les représentants de la société ont déclaré que le nombre de clients qui ont commencé à utiliser des crypto-monnaies a dépassé leurs attentes.

Entre-temps, Tesla a annoncé un investissement de 1,5 milliard de dollars US dans le Bitcoin, ce qui en fait la plus grande entreprise au monde à détenir la crypto-monnaie dans son bilan. Le Bitcoin a donc parcouru un long chemin depuis ses humbles débuts il y a dix ans.

L'évolution des politiques numériques en février

Le paysage des politiques numériques change tous les jours. Notre objectif est de décoder, contextualiser et analyser les développements en cours, en offrant une mise à jour digeste mais faisant autorité. Vous trouverez plus de détails sur chaque mise à jour sur l'observatoire *Digital Watch* de la GIP.



en baisse

Architecture mondiale de la GI

La première réunion préparatoire du FGI 2021 a porté sur la sélection des thèmes, le format de l'événement et les travaux intersessions. [Plus d'informations à la page 10.](#)



en baisse

Développement durable

La Banque mondiale a annoncé qu'elle allait allouer 200 millions de dollars US pour soutenir la transformation numérique en Éthiopie [et](#) 500 millions de dollars US pour améliorer la connectivité numérique (et routière) au Bangladesh.



en progression

Sécurité

Une installation d'eau de Floride a été piratée, rendant l'eau impropre à la consommation.

L'OCDE a publié deux rapports sur la sécurité des produits numériques et sur le rôle des facteurs économiques, ainsi que sur la manière dont les décideurs politiques peuvent relever les principaux défis en matière de sécurité des produits intelligents.

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a adopté l'observation générale 25, qui explique pourquoi et comment les gouvernements peuvent protéger les droits des enfants à l'ère numérique. La Journée annuelle pour un internet plus sûr a souligné la nécessité de protéger les enfants en ligne, car l'utilisation de l'internet par les enfants a continué de croître pendant la COVID-19.



en progression

Le commerce électronique et l'économie de l'internet

La Chine a introduit de nouvelles réglementations antitrust pour empêcher les géants technologiques d'abuser de leur position dominante sur le marché.

La Cour suprême du Royaume-Uni a décidé que les chauffeurs Uber sont des travailleurs et jouissent des droits des travailleurs. La Cour suprême de Californie a refusé d'entendre une affaire visant à annuler les résultats du vote de la proposition 22 de novembre.

La vente prévue des opérations américaines de TikTok à Oracle et Walmart a été reportée indéfiniment. L'appel du gouvernement dans l'affaire qui a bloqué les restrictions visant TikTok a été retardé par la nouvelle administration.

Amazon fait l'objet d'une enquête (à nouveau) à New York sur un prétendu système visant à gonfler les prix des livres électroniques et en Inde sur le traitement préférentiel de certains vendeurs et le contournement des règles relatives aux investissements étrangers.



neutre

Infrastructure

L'ICANN a lancé une consultation publique sur un système d'accès normalisé aux données d'enregistrement des noms de domaine. Le Public Interest Registry (PIR) a créé l'Institut sur les abus du DNS.

Un deuxième câble internet sous-marin va arriver en Namibie.

Huawei conteste la désignation de menace à la sécurité nationale de la Commission fédérale des communications des États-Unis (FCC).



neutre

Droits numériques

Le Conseil de l'UE a adopté une position sur le projet de règlement relatif à la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques. [La Cour suprême brésilienne a rejeté le droit à l'oubli dans le pays.](#)

Un tribunal sud-africain a déclaré que l'interception en masse par le Centre national de communication sud-africain était illégale, à moins que la loi ne le stipule explicitement.

L'accès à internet est toujours très limité au Myanmar, avec des interruptions et des coupures nocturnes prolongées. [L'Arménie a subi une coupure d'internet en raison des troubles politiques.](#)



en progression

Politiques des contenus

Le parlement australien a adopté le *media bargaining code* qui oblige les plateformes à payer les éditeurs locaux pour faire référence à leur contenu. [Plus d'informations aux pages 2-3.](#)

Twitter a le droit d'interdire les utilisateurs suite à des discours de haine, a déclaré une cour d'appel de Californie.

Le gouvernement chinois a bloqué le nouveau réseau social Clubhouse.

Facebook interdira les messages contenant de fausses allégations sur les vaccins et réduira le nombre de messages politiques dans les fils d'information des utilisateurs au Canada, au Brésil, en Indonésie et aux États-Unis. [En réponse au coup d'État du Myanmar, Facebook a interdit de sa plateforme les entités de l'État et des médias du Myanmar contrôlées par l'armée et l'armée.](#)



neutre

Questions juridiques

L'Inde a annoncé de nouvelles règles pour réglementer les plateformes de médias sociaux, les services de streaming et les plateformes d'informations en ligne.

Après avoir initialement refusé de retirer les contenus de médias, journalistes, militants et politiciens en Inde, [Twitter a finalement accepté.](#)

La Chine a dévoilé son « Plan d'action pour la construction d'un système de marché de haute qualité » dans le cadre de sa politique en matière de droits de propriété intellectuelle.



neutre

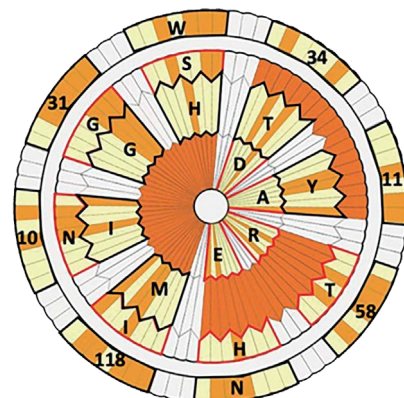
Nouvelles technologies (IdO, IA, etc.)

La banque centrale du Nigeria a interdit aux banques d'opérer dans des échanges de crypto-monnaies. [Le gouvernement indien prévoit d'interdire les crypto-monnaies privées.](#)

L'Allemagne sera le premier pays à légaliser les voitures autonomes capables de fonctionner sans intervention humaine, connues sous le nom de véhicule autonome de « niveau quatre ».

Si vous ne l'avez pas vu...

Le parachute du rover Perseverance (dont le drone fonctionne avec le logiciel open source Linux), qui s'est posé sur Mars en février, portait un message codé en couleur écrit en code binaire par l'ingénieur système Ian Clark. Ce message reprenait la devise de la NASA, « dare mighty things ».



Passeport de santé numérique : Nouvel ajout à votre check-list de voyage

Alors que de nombreux pays dans le monde déploient les vaccins contre le COVID-19, les efforts pour développer et lancer des passeports de santé numériques s'accroissent dans l'espoir que ces outils aideront les pays à rouvrir leurs frontières ... mais à quel prix ?

Les gouvernements du monde entier ont mis en place des restrictions de voyage radicales lors de l'épidémie mondiale de COVID-19 en mars 2020. Maintenant que des vaccins ont été mis au point, certains considèrent les passeports de santé numériques comme un outil important pour aider les pays à lever les restrictions aux voyages internationaux.

Un passeport de santé numérique ou un passeport d'immunité est une application ou un service en ligne qui stocke et affiche le résultat d'un test COVID-19, ou un carnet de vaccination, sur l'appareil mobile d'un voyageur. Il pourrait permettre aux voyageurs d'entrer dans un pays sans devoir se mettre en quarantaine ou s'isoler à leur arrivée, une fois que les autorités du pays ont approuvé l'application en question.

Bien que les détails diffèrent d'une application à l'autre, un voyageur devrait enregistrer le résultat de son test ou les

informations relatives à son vaccin dans l'une des applications, qui générerait alors un code d'accès ou un code QR. Avant que les passagers ne montent à bord d'un vol (qui demande et accepte l'utilisation de passeports d'immunité), il leur sera demandé d'afficher leur *pass* pour vérifier qu'ils ont satisfait aux conditions d'entrée fixées par le pays de destination.

L'idée devenant de plus en plus populaire, certains pays envisagent également d'utiliser les laissez-passer pour permettre aux personnes de se rendre à certains endroits sur le territoire national. Israël, par exemple, a lancé un pass de santé numérique pour permettre aux gens d'entrer dans les hôtels et les salles de sport sur preuve qu'ils ont reçu le vaccin.

Ces applications offrent une alternative plus efficace aux processus manuels actuels et constituent une preuve immédiate qu'une personne a été vaccinée. Cela pourrait



Le précurseur des passeports d'immunité numériques ? Les applications de contact-tracing COVID-19. Voici un rappel de tous leurs avantages et risques.

accélérer la suppression des restrictions et, à terme, ramener les voyages aériens – et d'autres formes de voyages – aux niveaux d'avant le vaccin. Un autre avantage est que les applications de passeport peuvent aider à résoudre les problèmes liés aux données médicales complexes en fournissant aux passagers des informations facilement accessibles sur les tests ou la vaccination.

Cependant, il serait trop simpliste – et dangereux – d'approuver leur utilisation pour ces seules raisons.

Quel est l'enjeu ?

Malgré leurs avantages évidents, les vaccins n'offrent pas une immunité absolue. Ils ne sont pas non plus une preuve de sécurité pour les autres, puisqu'un voyageur peut toujours transmettre le virus. Les passeports d'immunité peuvent donc donner une fausse impression de sécurité.

Les questions de protection de la vie privée et les risques de sécurité qui y sont liés représentent un autre défi. L'annonce par le gouvernement britannique qu'il étudiait le concept de passeports d'immunité (et des critères pour l'élaboration et l'utilisation de ces passeports) a suscité des critiques de la part de défenseurs des libertés, qui ont accusé le gouvernement de vouloir créer un système de contrôle destiné à restreindre la vie privée des gens.

Les données elles-mêmes doivent être vérifiées et stockées dans un format inviolable. Les experts en sécurité affirment que pour instaurer la confiance autour de ce processus, il faut faire preuve d'une transparence caractérisant par exemple le développement de logiciels *open source*. Avec l'apparition de plus en plus régulière d'applications, les utilisateurs devront vérifier quelles applications sont reconnues dans leur pays.

S'appuyer exclusivement sur des passeports d'immunité peut également conduire à la discrimination, car il existe diverses raisons pour lesquelles un voyageur peut ne pas avoir été (ou ne pas pouvoir être) vacciné.

Est-ce que cette possibilité pourrait se concrétiser au niveau international ? Selon les experts, elle n'est réalisable que si elle repose sur un système fiable et sur des

normes largement acceptées (telles que les 12 critères du Royaume-Uni pour l'élaboration des passeports d'immunité). Si les passeports d'immunité devaient se généraliser, ils ne devraient être utilisés que comme une mesure temporaire pour sortir des situations de lockdown en toute sécurité, avertissent les experts.

Quels sont les acteurs ?

Les initiatives pour développer des passeports de santé numériques affluent des secteurs public et privé. L'Association internationale du transport aérien (IATA) a annoncé en novembre 2020 qu'elle était dans la phase finale de développement d'un passeport de santé numérique, appelé IATA Travel Pass. En partenariat avec l'Estonie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) développe un passeport de santé numérique similaire.

L'Australie et la Grèce ont commencé à délivrer des certificats de vaccination numériques aux résidents qui ont reçu deux doses de vaccins sur les sites web de leurs gouvernements respectifs. Le nouveau laissez-passer israélien vise à assouplir les mesures de lockdown et à encourager les gens à se faire vacciner. Le Danemark lancera son « passeport corona numérique » ce printemps. De l'autre côté de la mer Baltique, la Suède a également annoncé qu'elle lancerait un passeport de santé numérique d'ici l'été.

Un groupe d'entreprises technologiques américaines – dont Microsoft, Oracle et Salesforce – a lancé la Vaccine Credential Initiative pour créer un modèle standardisé et open source de dossiers de vaccination numériques pour les hôpitaux, les pharmacies et les cliniques qui administrent les vaccins COVID-19. Le Commons Project, une organisation à but non lucratif soutenue par le Forum économique mondial, développe CommonPass, un passeport de santé numérique qui met l'accent sur les exigences de confidentialité.

Cartographie des stratégies numériques de politique étrangère

La politique étrangère numérique devrait prendre de l'importance cette année, les pays (re)-définissant et affinant leur approche. Bien que la numérisation ait eu un impact sur la politique étrangère depuis des années, ce n'est que récemment que les ministères des affaires étrangères ont intensifié leurs efforts pour développer et communiquer sur les aspects numériques de leur politique étrangère.

À la fin de l'année dernière, la Suisse a lancé sa stratégie de politique étrangère numérique 2021–24 ; ce mois-ci, c'était au tour du Danemark de publier sa stratégie Tech Diplomacy 2021–2023. Ces deux pays font partie d'une poignée d'Etats qui poursuivent des stratégies globales de politique étrangère numérique.

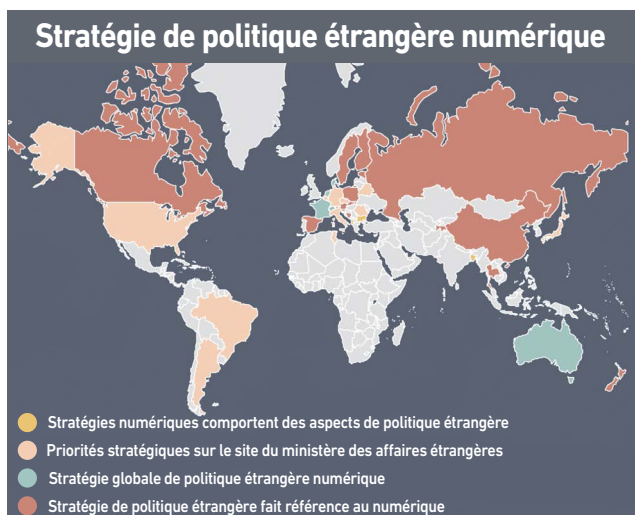
Politiques numérique et étrangère : Quelques approches

Notre analyse des données portant sur la façon dont les pays abordent les questions numériques dans leur politique étrangère révèle quatre groupes :

- Pays qui ont développé des stratégies globales de politique étrangère numérique
- Pays dont les stratégies de politique étrangère font référence à la numérisation
- Pays dont les stratégies numériques comportent des aspects de politique étrangère
- Pays qui communiquent leurs priorités stratégiques numériques via le site web de leur ministère des affaires étrangères

L'Australie a été l'un des premiers pays à publier une stratégie globale – la Australian International Cyber Engagement Strategy – en octobre 2017, suivie d'un rapport d'étape en 2019. La France a également été l'un des premiers pays à prendre une telle initiative, avec sa Stratégie internationale pour le numérique en 2017.

Les Pays-Bas et la Norvège ont publié des stratégies de politique étrangère numérique avec un objectif légèrement plus restreint. La stratégie néerlandaise (2019) se concentre sur le commerce et le développement, tandis



Qu'est-ce qu'une politique étrangère numérique globale ?

Ce terme désigne une politique qui définit l'approche d'un pays en matière de questions numériques et de numérisation dans le cadre de sa politique étrangère. Généralement, il s'agit de relier le travail sur les politiques numériques d'un ministère des affaires étrangères à celui d'autres ministères et autres parties prenantes. Une telle stratégie définit également les priorités en matière de numérisation et la manière dont ces priorités sont poursuivies dans le cadre de la politique étrangère du pays.

que la stratégie norvégienne (2018) se concentre sur la numérisation dans le contexte du développement.

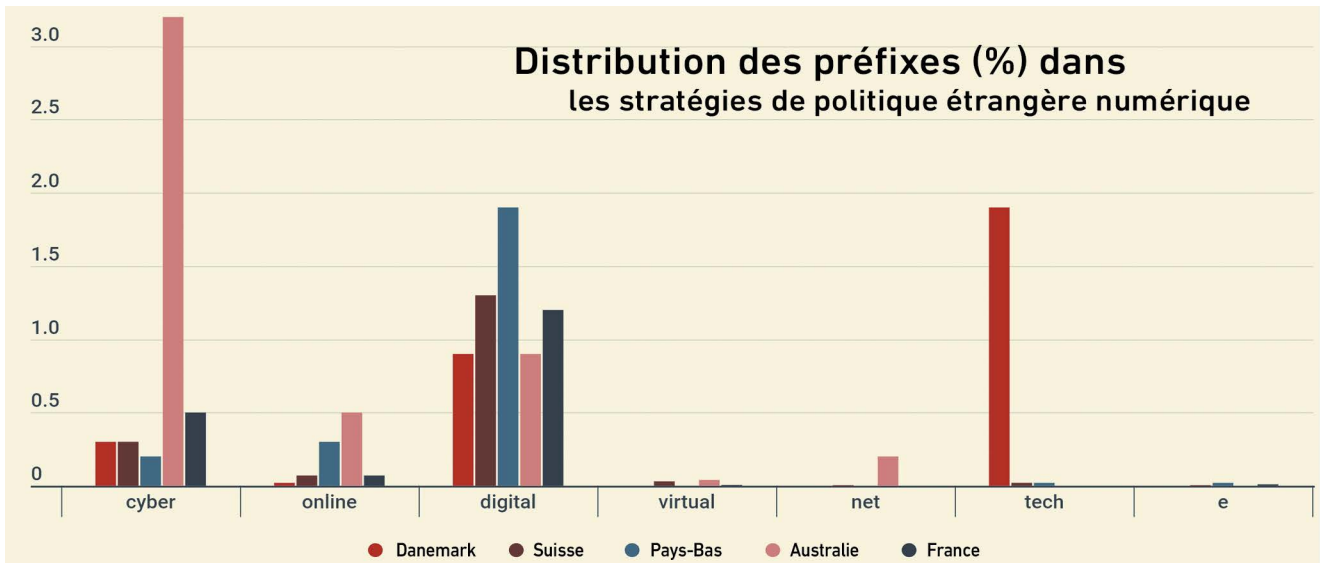
Bien que seule une poignée de pays aient lancé des stratégies globales, on peut s'attendre à ce que d'autres pays suivent le mouvement et publient leurs stratégies cette année.

Il n'est pas suggéré ici que les pays ont besoin de stratégies globales pour avoir une politique étrangère efficace en ce qui concerne les questions numériques et la numérisation. Les pays qui sont considérés comme des acteurs actifs et importants en matière de politique étrangère numérique, comme le Canada, la Chine et la Russie, ont des stratégies de politique étrangère qui font explicitement référence à certains aspects de la numérisation. D'autres pays influents, tels que le Brésil, l'Allemagne et les États-Unis, communiquent leurs priorités sur les sites web de leurs ministères des affaires étrangères.

Analyse plus approfondie des stratégies

Une stratégie globale de politique étrangère numérique envoie un signe clair que la numérisation est une priorité de politique étrangère et éclaire l'approche et les priorités d'un pays. Elle permet de comprendre comment la numérisation et la politique étrangère sont conceptualisées par la diplomatie nationale.

Un moyen simple de détecter l'approche d'un pays est le langage : l'utilisation de préfixes est souvent liée à des sujets spécifiques. Par exemple, dans le domaine de la sécurité, « cyber » est le préfixe le plus important. Le mot « Tech » est souvent plus ancré dans les discussions liées au secteur des affaires. Et « online » est plus présent dans les discussions sur les droits de l'homme. En outre, les préfixes reflètent également des tendances, comme l'utilisation par l'Australie du terme « cyber » – qui était un terme populaire utilisé pour désigner les questions numériques au-delà de la sécurité – lors de l'élaboration de sa stratégie en 2017.



Notre analyse des stratégies existantes montre que « digital » est, de loin, le préfixe le plus important. Il y a également deux observations qui méritent d'être faites. Le Danemark a été l'un des premiers pays à nommer un ambassadeur pour la « tech », d'où l'importance de la « technologie » dans sa stratégie, qui met particulièrement l'accent sur la « diplomatie de la technologie ». L'utilisation de « cyber » dans la stratégie australienne est liée à l'approche du pays en matière de cyber sécurité, qui sert de base à tous les autres aspects de sa politique numérique.

En ce qui concerne les domaines politiques spécifiques, le développement et les données et la vie privée se distinguent dans les stratégies néerlandaise et française, tandis que le développement et la coopération sont des domaines prioritaires dans la stratégie danoise. La stratégie suisse se distingue par l'importance relativement plus grande qu'elle accorde aux données et à la vie privée.

Notre analyse révèle des nuances en termes de priorités et d'approches stratégiques, car chaque stratégie est écrite dans un contexte spécifique et pour un public particulier. En même temps, nous trouvons également des points communs. Par exemple, il serait surprenant qu'un pays omette de mentionner la cyber sécurité ou ne fasse aucune mention concernant l'économie.

Il sera intéressant d'observer dans quelle mesure d'autres pays suivront les traces de l'Australie, du Danemark, de la France, des Pays-Bas et de la Suisse en termes de publication de stratégies globales de politique étrangère numérique. Quelles variations et priorités stratégiques ces stratégies révéleront-elles ?

Pour des mises à jour sur cette étude en cours, visitez la page dédiée. [🔗](#)

	Danemark (2021)	Suisse (2020)	Pays-Bas (2019)	Australie (2017)	France (2017)
Nombre total de mots	4,051	23,285	10,753	23,466	18,177
Données et vie privée	7	135	98	19	76
IA/intelligence artificielle	1	53	19	0	8
Sécurité	13	45	25	217	58
Droits de l'homme	9	39	16	83	30
Gouvernance	3	60	1	67	26
Développement	31	94	71	93	74
Science	0	28	2	4	3
Economie	3	68	47	69	59
Coopération	16	57	41	72	25
Recherche/éducation	5	40	24	22	24
Santé	3	16	11	5	2
Objectifs sur le développement durable (ODD)	0	6	5	1	2

La Cour suprême du Royaume-Uni déclare que les chauffeurs d'Uber sont des « travailleurs »

En février, la Cour suprême britannique a mis fin à une bataille juridique de six ans entre Uber et un groupe de chauffeurs – qui avait poursuivi la société pour ne pas leur avoir accordé certains droits de travailleurs – en statuant en faveur des chauffeurs.

Le chauffeur que vous avez engagé par l'intermédiaire d'Uber vous a peut-être déposé avec un sourire, mais cela ne reflète pas nécessairement son opinion sur son travail. Bien que les chauffeurs et les coursiers soient considérés comme indispensables, des procédures judiciaires dans différentes juridictions ont documenté les demandes de milliers de chauffeurs et de coursiers pour une meilleure protection.

La décision de février de la Cour suprême britannique a confirmé celle de l'Employment Appeal Tribunal et de la Cour d'appel : Les chauffeurs sont effectivement des travailleurs et bénéficient de certains droits.

L'affaire : Uber BV contre Aslam

Le numéro de l'affaire : [2021] UKSC 5, en appel de [2018] EWCA Civ 2748

Le tribunal : Cour d'appel d'Angleterre et du Pays de Galles

La date : arrêt rendu le 19 février 2021

Le jugement

La Cour suprême a décidé que :

(a) Au Royaume-Uni, il existe trois catégories d'emploi :

- Emploi traditionnel (travailleurs au sens de la section 230(3)(a) de l'Employment Rights Act)
- Travail indépendant
- « Contrats de travail » au sens de l'article 230, paragraphe 3, point b), qui, selon le tribunal, se situe entre les deux. Dans cette catégorie, les particuliers fournissent leurs services, en vertu d'un contrat explicite ou implicite, à une autre partie qui n'est pas un client ou un donneur d'ordre.

La question principale était de savoir si les conducteurs travaillaient sous contrat pour Uber, ou si leur contrat était avec les passagers.

(b) Le tribunal a déterminé que, s'agissant du statut des travailleurs, la loi l'emportait sur les contrats (Uber a fait valoir le contraire). Elle a donc dû analyser le statut des conducteurs indépendamment de ce que dit leur contrat.

(c) Le tribunal a décidé que les conducteurs d'Uber appartiennent à la troisième catégorie : pendant les heures où ils travaillent activement avec Uber, ils travaillent pour Uber et sont sous contrat avec elle. Le tribunal est parvenu à sa conclusion sur la base de cinq facteurs, prouvant qu'Uber avait le dessus dans la négociation avec les conducteurs :

- Le prix est fixé par Uber
- Les conditions contractuelles sont dictées par Uber
- Uber a le contrôle sur l'acceptation par le conducteur de conduire des personnes
- Uber contrôle la manière dont les conducteurs fournissent leurs services
- Les chauffeurs ne peuvent pas communiquer avec les clients

(d) Comment déterminer les heures pendant lesquelles un conducteur est un travailleur ? Le tribunal a décidé qu'un conducteur est un travailleur lorsqu'il 1) a l'application Uber allumée, 2) se trouve sur le territoire où il est autorisé à utiliser l'application et 3) est prêt et disposé à accepter des trajets.

(e) Le tribunal a estimé que, puisque les chauffeurs opèrent dans le cadre de contrats de travail pour Uber, certains droits s'appliquent également à eux. Le tribunal a décidé que le droit de ne pas être licencié injustement ne s'applique pas, car il est limité aux personnes qui occupent un emploi traditionnel. Toutefois, les chauffeurs d'Uber bénéficient des droits traditionnels des travailleurs, à savoir un salaire minimum et des congés annuels.



Discussions politiques : Derniers développements à Genève

De nombreuses discussions politiques ont lieu chaque mois à Genève. Les mises à jour suivantes sont tirées des événements de février. Pour d'autres rapports d'événements, consultez la section [Événements passés sur l'observatoire Digital Watch de la GIP](#).

Réponse au COVID-19 et confiance numérique [16 février 2021](#)

Le panel, organisé par l' Institute de Hautes Études, le Centre for Trade and Economic Integration, et le Global Health Centre, a discuté de la confidentialité des applications de contact-tracing développées pendant la pandémie de COVID-19. Les intervenants ont également discuté des

développements concernant les passeports vaccinaux numériques ; tout comme les applications de contact-tracing, les passeports présentent des problèmes particuliers et des défis propres.

6e édition des Geneva Engage Awards [18 février 2021](#)

La sixième édition des Geneva Engage Awards du GIP a récompensé les acteurs de la Genève internationale qui utilisent les médias sociaux pour mettre efficacement en valeur le travail effectué à Genève dans des domaines tels que le développement, les droits de l'homme et les questions numériques.

Trois catégories d'acteurs de la Genève internationale ont été récompensées pour leur travail sur les médias sociaux et leur engagement en ligne, tandis qu'un quatrième prix (créé l'année dernière) a reconnu des efforts relatifs à la participation en ligne.

Les lauréats de cette année sont : le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans la catégorie Organisations internationales ; New Humanitarian dans la catégorie Organisations non gouvernementales ; et la Délégation permanente de l'Union européenne dans la catégorie Représentations permanentes auprès des Nations Unies à Genève. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a reçu un prix pour ses efforts dans la création d'approches innovantes et efficaces pour la conduite de réunions à distance. [Lire le rapport d'analyse des données](#).

IGF 2021 : premières consultations ouvertes et réunion du MAG [22-24 février 2021](#)

Le groupe consultatif multipartite (MAG) du Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI) s'est réuni en ligne pour recueillir les réactions de la communauté dans le cadre de consultations ouvertes et pour faire avancer ses préparatifs en vue du FGI 2021, prévu en décembre à Katowice, en Pologne. Les participants ont également discuté de la manière d'améliorer le FGI, y compris sur des aspects tels que le format de l'événement et le travail intersession.

Le point le plus débattu a été la manière d'établir l'organe de haut niveau multipartite proposé dans le Plan d'action pour la coopération numérique du Secrétaire général. Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) et le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la technologie organiseront d'autres processus de consultation, ce qui a été salué par plusieurs pays, dont les États-Unis et le Canada. D'autres, dont l'Allemagne et la Suisse, ont souligné les riches consultations qui ont déjà eu lieu et ont plaidé pour une action rapide dans la mise en œuvre de l'organe de haut niveau. Dans une lettre ouverte adressée au Secrétaire général des Nations Unies, 16 organisations de la société civile mondiale et nationale

l'ont également exhorté à arrêter la formation de cet organe.

La réunion du MAG s'est également concentrée sur les forums des meilleures pratiques (BPF), les groupes de travail et les thèmes du prochain FGI. Un nouveau BPF sur les données environnementales a été proposé, ainsi que des demandes pour que les BPF sur la cyber sécurité, le genre et les droits numériques, et le contenu local continuent cette année. Pour la première année, le nouveau format du réseau politique sera lancé avec le réseau politique sur l'environnement et la numérisation. Un réseau politique sur l'accès significatif (*meaningful access*) a également été proposé.

Le nouveau groupe de travail sur les réunions hybrides a présenté ses plans et a co-organisé un événement informel de mise en réseau pour présenter ses expériences avec les plateformes en ligne. Un groupe de travail sur les communications a également été proposé, qui pourrait être intégré au groupe de travail sur la sensibilisation et l'engagement.

Sur notre radar : Événements à suivre en matière de politiques numériques en mars

Regardons maintenant le calendrier mondial des politiques numériques. Voici ce qu'il se passera le mois prochain dans le monde entier. Pour plus de détails et de mises à jour sur les événements, consultez régulièrement notre page [Événements](#).

1–4 MARS, APRICOT 2021 & APNOG 51 [\(en ligne\)](#)

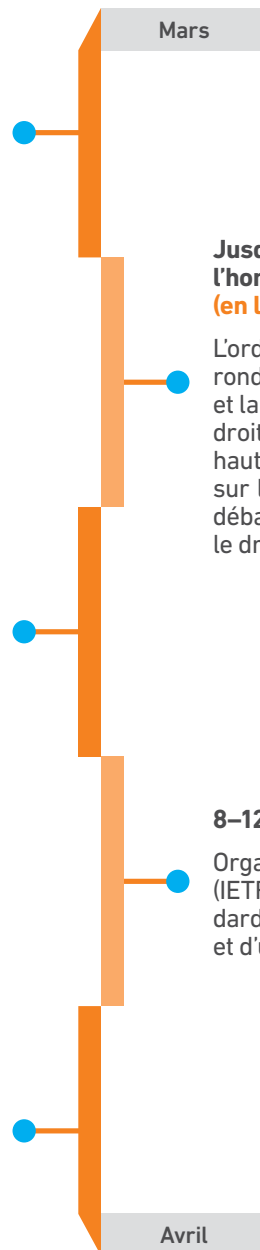
La conférence Asia Pacific Regional Internet Conference on Operational Technologies (APRICOT) propose des séminaires, des ateliers, des tutoriels, des sessions de conférence, et d'autres forums dans le but de discuter du fonctionnement de l'internet dans la région. La conférence comprend également la 51e réunion du groupe des opérateurs de réseau de l'Asie-Pacifique (APNOG).

8–12 MARS, Troisième session de fond de l'OEWG (New York, États-Unis) [\(en ligne\)](#)

Le groupe de travail à composition non limitée axé sur la sécurité (OEWG) tiendra sa troisième et dernière session de fond, qui aboutira à l'adoption du rapport de l'OEWG. La base des négociations au sein de ce groupe sera la première version du rapport de l'OEWG. Le calendrier proposé prévoit que le groupe négociera sur la section des conclusions et recommandations du rapport les 8 et 9 mars et s'efforcera de trouver un consensus le 10 mars. La lecture finale du rapport est prévue pour le 11 mars, avec son adoption le jour suivant et le dernier jour de l'événement. Les rapports des sessions de l'événement seront disponibles sur l'observatoire *Digital Watch*, et une analyse approfondie sera disponible dans le prochain numéro de la newsletter.

22–25 MARS, ICANN70 [\(en ligne\)](#)

La 70e réunion de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), qui se tiendra en ligne, comprendra des discussions par les organisations de soutien, les comités consultatifs et la communauté ICANN au sens large sur diverses questions liées aux activités en cours de l'ICANN, notamment la gestion du système des noms de domaine. Une semaine de préparation avant la réunion, du 8 au 11 mars, vise à sensibiliser les participants aux sujets abordés en plénière et à améliorer les séances d'information et de lecture.



Jusqu'au 23 MARS, Conseil des droits de l'homme – 46e session, (Genève, Suisse) [\(en ligne\)](#)

L'ordre du jour de cette session comprend une table ronde de haut niveau sur la lutte contre le racisme et la discrimination ; la discussion annuelle sur les droits de l'enfant ; une table ronde biannuelle de haut niveau sur la peine de mort ; un débat annuel sur les droits des personnes handicapées ; et un débat sur les rapports du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée à l'ère numérique.

8–12 MARCH, IETF110 [\(en ligne\)](#)

Organisée par l'Internet Engineering Task Force (IETF), la 110e réunion de cet organisme de standardisation sera précédée d'un Virtual Code Sprint et d'un hackathon d'une semaine.

A propos

Numéro 57 de la newsletter *Digital Watch*, publié le 4 Mars 2021 par la Geneva Internet Platform et DiploFoundation | Contributeurs: Katarina Andjelković, Stephanie Borg Psaila (editrice), Andrijana Gavrilović, Katharina Hoene, Tereza Horejsova, Pavlina Ittelson, Marco Lotti, Nagisa Miyachi, Virginia (Ginger) Paque, et Natasa Perućica | Traducteur de l'édition française: Clément Perarnaud | Design: Aleksandar Nedeljkov, Viktor Mijatović, et Mina Mudrić, Diplo's CreativeLab. Contact : digitalwatch@diplomacy.edu

Sur la couverture

Exercer les leviers du pouvoir. Credit: Vladimir Veljasević

© DiploFoundation (2021) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

La Geneva Internet Platform est une initiative de

